



## Agir ensemble contre le Chômage

BP : 74  
75960 Paris  
Cedex 20

### Mobilisation pour "l'Abolition du Chômage"!

#### Pourquoi ?

Fin octobre 1993, 3 775 000 chômeurs étaient inscrits à l'ANPE, plus de 5 millions de personnes étaient soit au chômage soit en formation, conversion etc... près de 3 millions de plus étaient dans des emplois précaires, temps partiel imposé, CES, etc, soit près de 8 millions !

Les plans sociaux (quand ils existent !) se multiplient, y compris dans les entreprises publiques.

Précarité, flexibilité massives conduisent à une atomisation des salariés, qu'ils aient un emploi ou non.

Les conséquences sont dramatiques en premier lieu pour ceux et celles qui sont directement touchés, mais également pour toute la société, mettant à mal la citoyenneté.

Des luttes existent pour l'emploi, contre les licenciements, contre la précarité, mais elles sont encore le plus souvent défensives.

Une prise de conscience se fait néanmoins peu à peu :

■ pour sortir de cette situation inacceptable, il faut agir ensemble.

#### Qui ?

■ Militants syndicaux issus de la CFDT, de la CGT, de divers syndicats autonomes en particulier du groupe des 10 (SNUI, SUD...), de la FSU\*, Responsables d'associations de chômeurs et précaires (MNCP, APEIS,...) ou de réseaux d'insertion,

■ Militants associatifs (LDH, MRAP, FASTI, CSF, DAL, Coordination Européenne des Femmes, Objecteurs de conscience, écologistes,...) Chercheurs, économistes, sociologues sur l'emploi et le chômage,...

■ Nous avons pris la décision de lancer cet appel (cf. page suivante) et de constituer le collectif AC! : "Agir ensemble contre le Chômage" qui a tenu ses premières assises nationales les 15 et 16 janvier 1994.

■ **Il faut en finir avec la résignation et l'exclusion**

■ La "relance" économique ne résoudrait pas à elle seule le problème de l'emploi : l'automatisation absorbe plus d'emplois que la croissance n'en créerait. Aujourd'hui la répartition du travail est faite de chômage, de précarité...et d'heures supplémentaires.

■ **Il faut imposer une autre logique, une autre répartition du temps de travail et des richesses,** créer des emplois, développer l'accès de tous à la formation..

#### Comment ?

■ Ce mouvement "Agir ensemble contre le Chômage" veut

■ aider à fédérer les actions, les initiatives déjà existantes  
■ chercher à unifier les chômeurs et les salariés, à travers des actions locales et nationales, des initiatives de solidarité, des revendications dont celle essentielle de la **réduction du temps de travail.**

■ Des Collectifs locaux, et enfin une **grande marche nationale** au printemps 94...voilà les premières initiatives que vous propose AC !

# Appel

Les signataires de cet appel, chômeurs, salariés, militants syndicaux ou associatifs, enseignants, étudiants, jeunes, paysans, travailleurs sociaux, chercheurs, retraités... affirment leur volonté commune de se rencontrer, d'échanger leurs réflexions et leurs expériences, de prendre des initiatives, afin de faire naître un large mouvement, capable de s'attaquer vraiment au chômage.

## En finir avec la résignation et l'exclusion

La concurrence internationale fait rage. Pourtant des entreprises dégagent des bénéfices, parfois considérables. Ils ne servent pas à embaucher, bien au contraire. Quand ils ne sont pas placés sur le marché spéculatif, ils sont investis dans une automatisation toujours plus poussée qui expulse de fait des millions d'hommes et de femmes de l'emploi et de la vie sociale.

**Les progrès techniques devraient représenter un bienfait pour toute l'humanité ; leur utilisation conduit à la régression sociale :** angoisse pour les jeunes ; pressions sur les femmes pour leur imposer emplois précaires, temps partiel ou retour au foyer, en dévalorisant encore plus leur rôle

social ; rejet des plus âgés et des plus fragiles, mis au rebut comme des outils hors d'usage ; précaires et intermittents sans statut ni droits sociaux véritables ; immigrés exclus et montée de la xénophobie. Les menaces de licenciement pèsent de plus en plus, même sur les plus diplômés, et le "dumping social" à l'échelle européenne ou planétaire s'amplifie.

**La répartition actuelle du temps de travail et des revenus est faite de chômage, de précarité... et d'heures supplémentaires.** Elle est porteuse d'exclusion, d'atteinte à l'équilibre de la société et à la démocratie elle-même. Pour l'essentiel, elle limite les solidarités aux seuls salariés : ceux qui ont un emploi contribuent aux budgets sociaux destinés à ceux qui sont privés d'emploi, alors que les autres catégories sociales sont le plus souvent exonérées de tout effort de solidarité.

**Le travail reste, encore aujourd'hui, un lien social extrêmement fort : le chômage est la principale forme d'exclusion.** Il faut continuer à lutter contre les licenciements, pour l'embauche en CDI des précaires. Il faut limiter le recours aux heures supplémentaires. Il faut garantir à toutes et tous un revenu suffisant (salariés, chômeurs, RMistes, jeunes, demandeurs d'asile...).

Mais tout cela ne suffira pas. Nous ne pouvons plus tolérer que se poursuive la mise à l'écart souvent définitive de salariés, de jeunes, de familles entières. Les nombreuses

expériences locales qui cherchent à prendre ce problème à bras le corps ne peuvent, malgré leur richesse, faire reculer cette vague montante du chômage et de l'exclusion.

## Pour une autre répartition du temps de travail et des richesses

**Réduire la durée du travail :** travailler moins, c'est, depuis un siècle, un combat des salariés pour vivre mieux. Aujourd'hui, face à l'accélération des rythmes de travail, avec ses conséquences sur la fatigue et la tension nerveuse, une nouvelle étape est nécessaire et peut permettre l'accès pour tous et toutes au temps libre, à la formation, aux loisirs, à la culture. **C'est le bon sens : il faut répartir les heures de travail entre toutes et tous, donc réduire massivement la durée du travail.**

Cette réduction doit s'effectuer :  
- sans aggraver la situation des salariés : beaucoup de sacrifices leur ont été demandés depuis de longues années, et les conditions de vie d'une grande partie d'entre eux sont déjà difficiles ;  
- sans intensifier le travail, donc en mettant en place les garanties nécessaires sur les horaires, les pauses, les cadences, les normes, la quantité de travail effectuée par chacun ;  
- sous des formes adaptées et négociées selon les secteurs, mais sur la base d'une loi cadre qui fixe à 35

### Premiers signataires de l'appel "Agir ensemble contre le chômage"

ADAM Etienne (syndicaliste)  
AGUTON Christophe (syndicaliste)  
AMARA Jean-Claude (responsable d'association)  
ANDREANI Tony (chercheur)  
ANGOT Michel (syndicaliste)  
AOUNT Mouloud (responsable d'association)  
APPAY Béatrice (sociologue)  
ARCHIMBAULT Jacques (économie alternative et solidaire)  
ARCHUA Serge (syndicaliste)  
AUDOIT Guy (syndicaliste)

AZNAR Guy (auteur de "Travailler moins pour travailler tous")  
BARBEROUSSE Olivier (syndicaliste étudiant)  
BAUNAY Yves (syndicaliste)  
BELLIARD Gilles (syndicaliste)  
BELORGEY Jean-Michel (retraité)  
BENOITS Henri (retraité)  
BERGER Denis (politologue)  
BOUAL Jean-Claude (syndicaliste)  
BOUE René (responsable association familiale)  
BOUDAUD Joseph (responsable association de chômeurs)  
BOULLON François (syndicaliste)  
BOURDIEU Pierre (sociologue)  
BOURREL Sophie (syndicaliste)

BOYER Robert (économiste)  
BRAVO Carlos (responsable d'association)  
CABAL Régis (syndicaliste)  
CASTAING François (syndicaliste)  
CHAMPAGNE Patrick (sociologue)  
CHARLOT Bernard (enseignant sciences de l'éducation)  
CLAVERANNE Yvette (responsable d'association)  
CONSTANCIA Hubert (responsable association de chômeurs)  
COSTARD Alain (syndicaliste)  
COUPE Annick (syndicaliste)  
COURS-SALIES Pierre (politologue)  
COUTROT Thomas (économiste)  
CYROULNIK Alain (syndicaliste)

CZALCZYNSKI Danièle (syndicaliste)  
DABIN Gérald (responsable d'association)  
DALBERTO Bruno (syndicaliste)  
DAMETTE Henri  
DARDOUR Danièle (syndicaliste)  
DAUCE Noël (syndicaliste)  
DE BRUNHOFF Suzanne (économiste)  
DELPHI Christine (sociologue)  
DELUCHAT André (syndicaliste)  
DENIGOT Gilles (syndicaliste)  
DESCAMPS Alain (syndicaliste)  
DESIDERI Jacques (syndicaliste)  
DETHYRE Richard (responsable association de chômeurs)  
DETRAZ Albert (retraité)

DION Léon (syndicaliste)  
DOCKES Pierre (Economiste)  
DUFIL Bernard (syndicaliste)  
DUFOUR Jean-Guy (ingénieur)  
DUPRIEZ Jean-Luc (syndicaliste)  
EYRAUD Jean-Baptiste (responsable d'association)  
FONTENIS Georges (retraité)  
FOURNIER Michel (syndicaliste)  
FRANCOIS Gérard (syndicaliste)  
GENE Raymond (syndicaliste)  
GENTOT Daniel (syndicaliste)  
GOURGUECHON Gérard (syndicaliste)  
GROUX Guy (sociologue)  
GUGENHEIM Pierre (rubriqueur économiste)

heures la durée légale hebdomadaire en agissant pour que cette durée devienne la durée effective ;  
- avec embauches correspondantes, pour s'attaquer réellement au chômage

## Répartir autrement les richesses

La France est, parmi les pays développés, l'un de ceux où les inégalités de revenu et de fortune sont parmi les plus fortes. Les 10 % de ménages les plus riches ont 28 % des revenus et 54 % des patrimoines. Les 50 % des ménages les plus pauvres n'ont que 6 % des patrimoines !

La montée du chômage a conduit à un accroissement de ces inégalités. Depuis plusieurs années en effet, ce sont principalement les salariés, qu'ils soient sous contrat stable ou précaire, les retraités et les demandeurs d'emploi qui supportent le poids et le coût du chômage, très directement pour ceux qui sont privés d'emploi et de salaire, mais aussi par le biais des cotisations et des impôts, qu'ils soient destinés au financement des allocations et des mesures pour l'emploi, ou utilisés pour remplacer les exonérations de charges accordées aux entreprises ou le manque à gagner pour la protection sociale.

Pendant ce temps la taxation de la spéculation financière, des profits faciles, des plus-values et des gains en capital, a été progressivement allégée.

Il est possible de financer la réduction du temps de travail tout en préservant le pouvoir d'achat des salariés par :

- la baisse du coût du chômage grâce au recul du chômage lui même,
- une répartition plus juste des gains de productivité énormes réalisés depuis de nombreuses années,
- une mise à contribution des revenus de la spéculation financière et des rentes en tout genre,
- une utilisation plus juste et plus efficace des prélèvements sociaux et fiscaux,
- une redistribution plus juste des richesses produites entre la rémunération du travail et celle du capital,
- des initiatives pour une réduction coordonnée du temps de travail au niveau européen,
- l'instauration de nouveaux rapports entre les pays riches et les pays pauvres.

Sur toutes ces questions nous nous engageons à animer un large débat public : toutes les propositions doivent se confronter, celles qui proposent les moyens de ne pas diminuer le pouvoir d'achat des salariés comme celles qui pensent nécessaire une réduction des hauts salaires ou toute autre proposition fiscale ou redistributive.

La mobilisation des salariés et des chômeurs pour la semaine légale à 35 heures (vers les 30h) est une condition essentielle pour que le débat soit le plus large possible.

## Pour créer des emplois : changeons de logique !

Il s'agit de choisir un autre mode de production, une autre organisation du travail qui ne repose plus sur les divisions actuelles. Il s'agit de relancer l'économie en privilégiant les activités répondant à des besoins non satisfaits : santé, éducation, logement, environnement, animation de la vie locale, services publics, dans la perspective d'un développement durable qui respecte les écosystèmes, la nature, et les droits des générations futures, au Nord comme au Sud. Il s'agit donc de créer des emplois, et de transformer les emplois des secteurs en reconversion sans licencier. Il s'agit aussi de développer l'accès de tous à la formation tant initiale que continue et de donner toute sa place à l'investissement éducatif. Ces objectifs sont à la portée d'un pays développé comme le nôtre. Ils peuvent aussi donner une impulsion à une Europe sociale.

**Les signataires de cet appel proposent d'aider à la coordination des initiatives contre le chômage pour constituer un large mouvement, avec trois objectifs principaux : Renforcer la solidarité concrète entre salariés et chômeurs, en reconnaissant et en soutenant les organisations de chômeurs, en favorisant leur**

GUIBERT Dominique (syndicaliste)  
GUILLAO Michaël (syndicaliste étudiant)  
HIRATA Hélène (sociologue)  
HUSSON Michel (Économiste)  
JAMET Joël (responsable d'association)  
KERGOAT Danièle (sociologue)  
KERGOAT Jacques (sociologue)  
KRAEMER Norbert (syndicaliste)  
LAFOURCADE François (syndicaliste)  
LANCRY Jean-Pierre (responsable d'association)  
LANGLOIS Bernard (journaliste)  
LAUNAY François (responsable association de chômeurs)  
LAURENT Pierre (journaliste)

LECLERC Anne (syndicaliste)  
LECLERC Henri  
LE CLEZIO Philippe (syndicaliste)  
LEGUAY Irène (syndicaliste)  
LEMERLE Bruno (syndicaliste)  
LE NOUAIL Jacques (syndicaliste)  
LINHART Danièle (sociologue)  
LIPIETZ Alain (économiste)  
LOWY Michaël (sociologue)  
MALIFAUD Jean (syndicaliste)  
MANAC'H Alain (responsable d'association)  
MARECHAU Dominique (syndicaliste)  
MARTINEZ Jérôme (responsable d'association)  
MARUANI Margaret (sociologue)

MAZIER Jacques (économiste)  
MOHSEN Dridi (responsable d'association)  
MOURIAUX René (politologue)  
MÉRME Henri (économie sociale)  
OLIVIER Jacques (syndicaliste)  
OUACHEKRADI Mohamed (responsable d'association)  
OUTIN Jean-Luc (économiste)  
PALANT Charles (responsable d'association)  
PASSAL Catherine (responsable association)  
PÉREZ Mario (syndicaliste)  
PERNET Michel (syndicaliste)  
PERNOT Jean-Marie  
PERRAUD Jean-François (syndicaliste)

PERTUS Pierre (responsable d'association)  
PIAGET Charles (retraité)  
PRIGENT Bruno (syndicaliste étudiant)  
REYNAL Vincent (syndicaliste)  
ROBERT Guy (syndicaliste)  
ROGER Jean-Claude (syndicaliste)  
ROGERAT Chantal (sociologue)  
ROLLE Pierre  
ROUQUETTE Roger (responsable d'association)  
ROZENBLATT Patrick (sociologue)  
SAGET Olivier (syndicaliste)  
SALAMA Pierre (économiste)  
SARACINO Marc (syndicaliste)  
SELLIER Françoise (psychologue)

SERAND Patrick (syndicaliste)  
SODRE Jacques (responsable d'association)  
STEENHOUDT Christian (syndicaliste)  
SZABO Fabrice (syndicaliste étudiant)  
TOURMETZ Maurice (responsable association de chômeurs)  
VABRE Marie-Françoise (syndicaliste)  
VACHERON Raymond (syndicaliste)  
VERDIER Robert (économiste)  
VERRET Michel (sociologue)  
VEYLIT Michel (syndicaliste)  
VILLIERS Claire (syndicaliste)  
VINCENT Jean-Marie (politologue)  
VOLKOFF Serge (statisticien)  
Le 20 Octobre 1993

■ ■ ■ représentation, et en aidant la création de lieux d'information, d'entraide et d'initiatives communes sur le temps libéré et les créations d'emplois utiles.

**Débattre ensemble**, sur les questions de fond que la lutte contre le chômage oblige à poser : comment répartir et aménager le travail, comment répartir les richesses et les revenus de façon plus équitable (en France, en Europe, dans le monde), comment faire le lien entre les diverses initiatives qui se mènent en Europe contre le chômage, comment

repenser le système éducatif pour combattre toutes ségrégations et développer des formations qualifiantes ouvertes à toutes les composantes de la culture, comment repenser la place du travail dans la société et imaginer d'autres moyens d'insertion sociale, comment ouvrir le temps libre à des activités de solidarité, de connaissance, de créativité, de citoyenneté, qui soient enfin socialement reconnues.

**Rassembler, agir pour une réduction du temps de travail, et dans l'immédiat d'une loi cadre fixant la durée légale**

**hebdomadaire à 35 heures**, avec la perspective de la semaine de 30 heures.

C'est l'action collective qui permettra de définir les voies d'un nouvel équilibre.

Il faut pour cela faire converger les efforts syndicalistes, associatifs, le désir de solidarité, en une grande exigence, pour qu'un mouvement de grande ampleur réunisse salariés et demandeurs d'emplois, hommes ou femmes, français ou étrangers, et tous ceux qui estiment que les limites du tolérable sont largement dépassées.

## Marche nationale en avril et mai 1994

En lançant l'appel "Agir ensemble contre le Chômage" en octobre, les signataires, comme les syndicats et associations y participant, entendent lancer une dynamique d'actions.

### Des collectifs locaux

Leur mise en place est déterminante pour ancrer le mouvement au niveau local et pour œuvrer à la solidarité concrète entre salariés et demandeurs d'emplois. Ils existent dans un grand nombre de villes. Ces collectifs agissent : distribution de tracts à la porte des ANPE, réunions publiques, manifestations de rue comme à Brest...

### Du matériel

- Une plaquette sur les **droits** des chômeurs est sortie. Elles est disponible, à un prix de souscription de 10F
- un petit livre donnant des éléments et des chiffres (le coût du chômage...) et présentant les débats qui existent dans les associations et syndicats. Ce livre est en vente à un prix de souscription de 50F
- des affiches, tracts, cartes postales, badges etc...

### La marche nationale en avril et mai 1994

**La marche nationale** sera le moment fort de l'action ce semestre.

Il s'agit de partir de plusieurs villes de France et de marcher vers la région parisienne en passant par le plus de localités possibles.

**Le départ** de la première marche aura lieu fin mars. Les autres partant dans le mois qui suit.

**L'arrivée est prévue pour le week-end des 28 et 29 mai avec une manifestation nationale à Paris !**

### Pour tout contact :

Nom et prénom :

Adresse :

Téléphone :

Activité (chômeur ou secteur d'activité professionnelle) :

Nous vous enverrons le numéro de téléphone du collectif de votre ville.

## Souscription nationale

Chèque à l'ordre d'"AC!", BP 74, 75960 Paris Cedex 20

L'objectif d'AC! est ambitieux.

Lancer une vaste campagne de sensibilisation nationale sur les mesures radicales nécessaires pour lutter contre le chômage, cela veut dire des tracts, des affiches, des autocollants, des réunions publiques dans le plus de villes possible...

Une marche nationale en avril et mai demande des moyens considérables...

La création de lieux d'entraides entre salariés et demandeurs d'emplois en demandera tout autant.

Pour se donner les moyens de nos ambitions, nous avons lancé une souscription nationale.

Nom, Prénom :

Adresse :

Je verse (50, 100F ou plus) :